

Initiative

Au Parlement des étudiants, les jeunes ne chôment pas

Les étudiants ont été jusqu'à se disputer le micro pour poser des questions aux intervenants.

Julia el-KALLASSI

Des écoliers en provenance de 35 établissements de toutes les régions du Liban ont pris part au Parlement des étudiants organisé pour la deuxième année consécutive par l'Institut des sciences politiques (ISP) de l'USJ.

« Cette simulation m'a donné l'opportunité de connaître le fonctionnement du Parlement, de former une opinion sur certaines lois libanaises qui méritent d'être modifiées, afin de pouvoir formuler ultérieurement une proposition de loi qui sera soumise au vote parlementaire », affirme Jane el-Beyrouthy, élève du Collège des Saints-Cœurs, Ain Najm, qui croit « au changement provenant de la génération future ». En effet, quatre projets de loi, exposés avec des termes à la portée des étudiants, ont été proposés durant cette première session parlementaire organisée le

vendredi 9 décembre au campus des sciences sociales.

Le premier projet de loi, décrit par Abdo Medlej, président du Conseil consultatif et fondateur de l'association Sakker el-dekkene, suggère d'amender la loi concernant l'enrichissement illicite. Le rôle-clé de ce projet de loi consiste à pouvoir demander, facilement et avec opiniâtreté, des comptes aux responsables qui s'enrichissent au détriment du peuple. Ensuite, Wissam Lahham, professeur à l'ISP, a expliqué aux jeunes participants le processus d'amendement des lois constitutionnelles. Pour la première fois au Parlement des jeunes, les étudiants-députés vont proposer un projet de loi se rapportant à la Constitution, plus précisément aux articles 21 et 49 qui concernent l'âge de vote et l'élection du président de la République. Karima Chebbo, coordinatrice de la campagne « Ma nation-

lité, un droit pour moi et ma famille » et troisième intervenante de la session, a souligné l'importance de modifier la loi afin de permettre aux femmes de transmettre leur nationalité libanaise à leurs enfants. Elle se dit déçue de retrouver jusqu'à aujourd'hui des femmes libanaises qui s'opposent à l'obtention de ce droit fondamental à cause des idées reçues par la société. Ce panel a été clôturé par Walid Nasser, chef de division de la planification stratégique dans le corps de gestion du secteur pétrolier, qui a fait un état des lieux du secteur, tout en insistant sur son importance quant à l'avenir de l'économie libanaise.

Le début d'un long processus

Quiconque qui observe la simulation parlementaire de l'extérieur ne peut que souligner l'intérêt et l'engagement des étudiants qui vont

jusqu'à se disputer le micro pour poser des questions aux intervenants. D'ailleurs, Carole Alsharabaty, directrice de l'ISP, remarque que, d'année en année, la maturité et l'éveil des élèves ne font que croître et témoignent de leur « volonté de jouer un rôle citoyen ». Selon elle, le changement commence dans plusieurs endroits, et spécialement par l'éducation des jeunes. Ces derniers sont qualifiés de « pétrole du pays » par l'ancien ministre de l'Intérieur Ziyad Baroud, qui a rebondi sur les propos de Walid Nasser. M. Baroud a animé une session sur la vie parlementaire, chose qui, précise-t-il, « n'existe malheureusement pas au Liban ».

La nouveauté du projet du Parlement des étudiants de cette année réside dans le partenariat avec Live Love Beirut qui a mené au lancement d'une application et du site web <http://www.majlissnouweb.com/>.



« L'initiative a également pour but de créer un lien fort entre les études en sciences politiques et la réalité, et de permettre une interaction transgénérationnelle entre les universitaires et les élèves d'école », précise Jana Jabbour, coordinatrice du Parlement et professeure à l'ISP.

« Il s'agit d'une plateforme où les étudiants pourraient échanger leurs idées et leurs programmes électoraux, notre but est qu'un maximum de jeunes soient impliqués dans cet exercice démocratique », affirme Eddy Bitar, membre fondateur de Live Love Beirut. Sur le site web et l'application, nous pouvons retrouver le profil des jeunes parlementaires, ainsi que les dates de leurs prochaines rencontres. En effet, cette première simulation n'est que le début d'un travail qui s'étendra tout au long de l'année, à noter que la composition du gouvernement et des com-

missions parlementaires chargées de travailler sur les quatre projets de loi sera annoncée début février 2016.

Des échanges intergénérationnels

Les étudiants en première année de sciences politiques à l'USJ participent également au Parlement fictif, ils s'occupent d'ailleurs de l'organisation et de la logistique de l'événement. « L'initiative a également pour but de créer un lien fort entre les études en sciences politiques et la réalité, et de permettre une interaction transgénérationnelle entre les universitaires

et les élèves d'école », précise Jana Jabbour, coordinatrice du Parlement et professeure à l'ISP. D'ailleurs, l'éducation civique des jeunes est au cœur du métier de nos politologues en devenir. « Il est nécessaire pour les jeunes de se débarrasser des préjugés et des idées reçues par leurs familles quant à la vie politique, d'où l'importance d'un tel événement », affirme Alicia Fayçal, étudiante en première année à l'ISP. Dans ce contexte, il ne faut pas oublier les efforts de l'ancienne génération, plus précisément ceux des enseignants d'éducation civique qui ont, d'ailleurs,

accompagné leurs élèves au Parlement, voulant être des témoins de ce qu'ils espèrent être un changement graduel. « Il s'agit d'une action qui donne l'espoir du changement et qui, peut-être, motivera les élèves à rester dans le pays, au lieu de voyager comme beaucoup de jeunes », espère Carla Daccache, professeure d'éducation civique au Collège Saint-Joseph Aintoura. En tout cas, les jeunes « parlementaires » n'ont pas encore baissé les bras et restent engagés dans leur activité, dans l'espoir que leur voix soit entendue par le « vrai » Parlement.